

[Text]

who have developed an acceptance of a traditional way of doing things. But from time to time we have to move to accommodate realities. Most of us here are lawyers and know what it is like. But there is a cost factor here that sometimes enters into it on behalf of a client. I think the most important cost is the cost in terms of time available to the court to husband its resources, to deal with important issues.

I understand the argument: Here is a Conservative Minister of Justice speaking on behalf of change, and the New Democratic Party wants to retain the status quo. You see, I am sympathetic, because my normal instinct is to not change things. But I think here there is a demonstrated need why the change should take place to give that flexibility to the court. I am persuaded that it is done with the proper balance and that the interests of the appellants and respondents are both taken into account. I put my case on that basis, Mr. Chairman.

**Mr. Robinson:** Just on a procedural question, I should indicate that following discussions with the member for Niagara Falls I am prepared to see the legislation go through the committee this afternoon, subject to the undertaking of the Minister to bring forward the amendments at report stage to eliminate the sexist language. For example, we talk about judges of the Supreme Court and we refer to them as "his", "him" and "he". Particularly when we have finally appointed women to the court, I would hope it could be done. Subject to this undertaking by the Minister, Mr. Chairman, I would be prepared to deal with the legislation this afternoon.

• 1630

**Mr. Nicholson:** I would like to welcome the Minister and his officials here as well. I think perhaps the absence of representations to the Minister on this is a reflection of the general acceptance and approval that these changes are made. I am actually somewhat surprised that some of them have taken so long. Among others, including the delivery of judgments, the fact that they still have to be done in open court is still pretty amazing, I think.

I am pleased as well about the amendment concerning the rights in criminal cases. I have to agree with Mr. Kaplan; it seems to me the consequences could be so devastating for an individual that he should be given every opportunity to have his case heard by the highest court in the land, if we are condemning the individual to spend many years incarcerated. I congratulate the Minister for consulting and accepting the good ideas that have arisen out of this caucus. When good ideas are presented by the opposition, he listens to those as well. Sometimes they

[Translation]

que chaque fois que vous envisagez pareil changement, il y a ceux qui ne voient que la façon traditionnelle de faire les choses. Cependant, il nous faut de temps à autre bouger un peu pour tenir compte de la réalité. La plupart d'entre nous qui sont réunis ici sont avocats, et nous savons ce qu'il en est. Il n'en demeure pas moins qu'il y a un facteur coût qui intervient parfois du côté du client. Mais le coût le plus important, il me semble, c'est celui qui correspond aux possibilités de la cour de bien gérer ses ressources et de se consacrer aux questions importantes.

Je comprends l'argument: voici un ministre de la Justice qui est conservateur et qui prône le changement, alors que le Nouveau parti démocratique veut s'en tenir au statu quo. Vous voyez, je vous comprends, car mon instinct naturel voudrait que je ne change pas les choses. Je crois cependant qu'il a été prouvé qu'un besoin existe et que ce changement s'impose si l'on veut donner cette souplesse à la cour. Je suis certain qu'il y aura un juste équilibre et que l'on tiendra compte et des intérêts des appelants et de ceux des défendeurs. C'est là-dessus que je conclus, monsieur le président.

**M. Robinson:** Petite question de procédure. Je tiens à dire que, suite aux discussions que j'ai eues avec le député de Niagara Falls, je suis disposé à ce que le projet de loi soit adopté cet après-midi même par le Comité, à condition que le ministre s'engage à déposer, à l'étape du rapport, des amendements visant la suppression de toutes les formules et expressions sexistes. Par exemple, lorsqu'on parle des juges de la Cour suprême, on utilise les mots «son», «lui» et «il». J'espère que l'on pourra apporter les changements nécessaires, étant donné surtout que l'on vient enfin de nommer des femmes à la Cour suprême. Monsieur le président, si le ministre veut bien prendre cet engagement, je suis prêt à traiter du projet de loi dès cet après-midi.

**M. Nicholson:** J'aimerais souhaiter la bienvenue au ministre ainsi qu'aux hauts fonctionnaires qui accompagnent aujourd'hui. L'absence d'interventions auprès du ministre à ce propos reflète sans doute une acceptation et une approbation générale en ce qui concerne les changements proposés. Je suis d'ailleurs quelque peu surpris que certains de ces changements aient demandé autant de temps. Le fait, par exemple, que les jugements doivent toujours être rendus en audience publique ne cesse de m'étonner.

Je suis très satisfait de la modifications visant les droits de l'accusé. Je suis d'accord avec M. Kaplan: en effet, les conséquences pour l'accusé pouvant être si catastrophiques, surtout s'il est question de le condamner à plusieurs années d'incarcération, l'on doit lui donner toutes les possibilités de se faire entendre par la plus haute cour du pays. Je félicite le ministre de nous avoir consultés et d'avoir accepté les bonnes idées qui provenaient de ce caucus. Et lorsque de bonnes idées sont présentées par l'opposition, il les écoute aussi. Parfois, ces